




## ELECTIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE

à partir du 13 au 20 octobre 2011 (éducation nationale)  
le 18 (PTT et télécom) et 20 octobre 2011

A partir du 13 octobre, les 18 & 20 octobre 2011, vous allez élire les représentants des comités techniques et des commissions administratives paritaires, dans les établissements des fonctions publiques d'état, hospitalière et aux postes et télécommunications.

### VOTER CGT,

C'est la garantie, par nos futurs élus, de défendre un service public FORT qui répondrait aux besoins constants de la population en terme de soins, d'éducation, de sécurité, d'accompagnement administratif et judiciaire, ...

C'est s'unir autour des intérêts collectifs des salariés dans nos établissements pour lutter contre :

- la loi sur la mobilité,
- des managements de plus en plus agressifs,
- les conséquences de la « Révision Générale des Politiques Publiques » (dite RGPP),
- la baisse des effectifs,
- la baisse des moyens,
- la surcharge de travail,
- le gel des salaires...

### VOTER CGT,

C'est garantir que tous les mandatés de la CGT des 3 fonctions publiques (Etat, Hospitalière et Territoriale) construiront avec vous, les combats nécessaires afin d'assurer les missions de services publics en Lorraine et en Meurthe-et-Moselle.

### VOTER en MASSE POUR LA CGT

C'est permettre d'empêcher de signer des accords régressifs, remettant en cause les acquis des agents, obtenus de longue date.

C'est surtout obtenir de nouveaux droits et de nouvelles conditions de travail dans la perspective d'assurer un service public de qualité et de proximité, ACCESSIBLE A TOUS !!



**Dans l'Education Nationale :**

Dans l'éducation nationale, les suppressions massives de postes continuent. 16 000 en France en cette rentrée 2011, encore 14 000 l'an prochain, ça fera 80 000 enseignants en moins depuis 2007.

Chaque année, environ 250 millions d'euros sont « économisés » par le non remplacement d'un prof sur deux.



En Lorraine, c'est 800 postes qui disparaissent et en Meurthe-et-Moselle, 90 rien que pour les écoles maternelles et élémentaires. Cela se traduit par des classes surchargées (en particulier au collè

ège et au lycée), des remplacements de professeurs malades impossibles, la quasi disparition de l'éducation spécialisée qui aide les élèves en difficulté.

**Le bilan est catastrophique !**

- Pour la CGT éducation, il est temps de changer l'école :
- embauche de profs en fonction des besoins d'éducation,
  - Enseignement obligatoire de 3 ans à 18 ans,
  - Refonder la formation initiale et continue des enseignants,
  - Promouvoir la coopération plutôt que la compétition, la solidarité plutôt que le chacun pour soi.

Pour la CGT, l'école et la formation doivent redevenir une priorité des politiques publiques, elle représente l'avenir de notre pays.

**Dans les hôpitaux publics :**

L'Hôpital public subit une attaque en règle de la part du gouvernement. La modification du financement de l'hôpital (passage d'un budget global au système de la tarification à l'activité) étouffe financièrement les hôpitaux publics pendant que les cliniques privées augmentent leurs profits.



En 2010, 10 000 postes ont été supprimés dans la Fonction Publique Hospitalière, suivant 9000 suppressions en 2009.

La Direction du CHU de Nancy cherche à faire des économies par tous les

moyens. Le déficit du CHU est devenu le prétexte à tous les abus. Son objectif est de supprimer 650 personnels non médicaux de 2008 à 2012. Il y a déjà eu :

- 212 agents en moins entre 2008 et 2009,
- 227 agents en moins entre 2009 et 2010.

Pourtant, dans le même temps, il y a eu 6412 hospitalisations de plus et 50 218 consultations externes en plus.

La direction du CHU prévoit encore de supprimer 560 postes d'ici à 2020.

Les conditions de travail à l'hôpital sont devenues infernales physiquement et moralement :

- La pression et le stress en permanence,
- La multiplication des heures supplémentaires,
- Les rappels sur les jours de repos,
- Les changements de services,
- Moins de temps pour la relation aux patients, .....

**Face à ces constats, la CGT mènera une lutte de tous pour la défense du service public de la santé.**

**Dans les postes et télécommunications :**



La Poste a réalisé 550 millions de bénéfices l'an dernier et la situation du 1er

semestre 2011 est plus que favorable. Dans le même temps, le bilan social 2010 est tout à fait exécrable : 11 700 suppressions d'emplois.

Face à ces mesures d'austérité et pour garantir une véritable mission de service public, la CGT FAPT revendique :

- Une présence postale de haut niveau,
- Le maintien de tous les bureaux et du plein exercice avec la possibilité de réaliser toutes les opérations,
- Le maintien de la péréquation tarifaire,
- reconnaître le rôle social du postier,
- Des emplois en quantité et en qualité,
- L'arrêt de toute forme de précarité avec la transformation de tous les CDD en CDI,
- L'augmentation significative des salaires,
- Combattre toutes décisions conduisant à la

privatisation ou à la remise en cause du service public.

En Lorraine Sud (Vosges + Meurthe et Moselle sud), l'intensification des bureaux de poste ESC (Espace Service Client) a des effets désastreux sur le service public et le lien social. Le but avoué de la création de ESC est de recevoir les clients dans d'autres conditions (réfection des bureaux et «modernisation» des outils).

En effet, l'ESC accélère les suppressions d'emplois en externalisant 80 % des activités par l'utilisation d'automates.

De plus, les effectifs, plus que tendus, ont pour conséquence la fermeture de nombreux bureaux de poste. Pour ex : le bureau de Jarville-Leclerc fermé tout l'été par manque de personnel a été jugé pas assez rentable en terme financier.

**Dans les services judiciaires :**

La section régionale CGT Alsace Lorraine Justice assiste à une véritable débâcle des services publics, un démantèlement pur et simple de nos administrations.



Notre section CGT :

- Défendra toutes les catégories de personnel confondues, sans distinction de corps et de grades,
- Luttera contre les conséquences de la loi sur la mobilité et la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP),
- S'opposera à la baisse des effectifs, à la surcharge de travail et au gel des salaires,
- Continuera de manifester contre la fermeture des tribunaux.



**Dans les services de l'inspection du travail :**

A la DIRECCTE, (Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi),



n o u s constatons des conséquences néfastes depuis le regroupement des services publics en relation avec les entreprises (travail, concurrence, intelligence économique, ...) :

- La baisse des effectifs théoriques et réels, en particulier ceux des catégories C, nous exigeons ainsi le recrutement immédiat d'agents nécessaires au fonctionnement des services,

- Le Plan de Modernisation et de Développement de l'Inspection du Travail et la soi-disant fusion des 3 services d'inspection du travail n'ont pas permis de mettre au niveau nécessaire le nombre des sections d'inspection **en Lorraine**. Nous exigeons le doublement du nombre des sections d'inspection avec pour chacune, un inspecteur, deux contrôleurs et un secrétariat,

- La baisse de notre pouvoir d'achat, l'introduction du salaire au « mérite », l'augmentation des primes opaques et qui entrent peu dans le calcul des pensions, la stagnation des remboursements de frais alors que les prix s'envolent. Nous exigeons une augmentation significative des salaires, un vrai déroulement de carrière, des remboursements de frais professionnels indexés sur les augmentations des prix des carburants et des prestations hôtelières.

**Dans les douanes :**



- Constats : Depuis la mise en place de la RGPP, c'est un emploi douanier supprimé par jour !

La réorganisation des missions de contrôle et de surveillance soumise à la politique du chiffre s'effectue avec une baisse constante des moyens humains et matériels.

Les conséquences sur la souffrance au travail sont très importantes et affectent la qualité des missions. Cette politique du chiffre soumet le personnel à une nouvelle forme de management très agressive, très éloignée de l'intérêt général.

- Revendications : Les douaniers connaissent leur métier et la CGT exige l'arrêt des suppressions de services et une politique ambitieuse de recrutement, exige le respect des fonctionnaires dans l'exercice de leurs missions et réaffirme une ambition forte pour une administration fiscale, économique et douanière au **SERVICE DE L'INTERET GENERAL !**

**VOTEZ CGT !!  
UNE FORCE A  
VOS COTES !!**

**Dans les services des impôts et du trésor**

La DGFIP - Direction Générale des Finances Publiques - est née de la fusion forcée des services des impôts et de ceux du trésor public. les conséquences sur l'emploi sont désastreuses.



En 2010, en Meurthe et Moselle, 10 emplois nets ont été supprimés aux impôts et 9 au trésor. Compte tenu des requalifications, il s'agit en réalité de 25 postes de catégorie C qui seront supprimés en contrepartie de la création de 3 postes d'inspecteurs et de 2 postes de contrôleurs.

**Il s'agit donc d'un véritable massacre pour les agents C !!**

Depuis 1999, 142 emplois C ont été rayés de la carte des services des impôts de Meurthe et Moselle, soit une diminution de plus de 40% des effectifs C en 12 ans (on est passé de 348 agents en 1999 à 206 en 2010 !!) et une diminution globale des effectifs tous cadres confondus supérieure à 20%.

Ainsi, les conditions de travail se sont dégradées et les mutations sont devenues impossibles, ainsi que le droit à la stabilité pour un poste pour les personnels.

**Dans les services pénitenciers d'insertion et de probation :**

Constats nationaux :

- 14 personnels de surveillance ont mis fin à leurs jours depuis le mois de janvier,  
- surpopulation carcérale (64 052 détenus pour 56 506 places !!!), elle n'est pas compensée par plus d'encadrement humain,  
- Le management de « terreur » fragilise le personnel pénitencier,  
- La mise en cause des agents est de plus en plus nominative et fréquente dans les cas de récidive (glissement de responsabilités),

**En Meurthe-Et-Moselle :**



- Baisse du budget de 65 % pour l'aide aux associations, pour l'accès à la culture pour les détenus et pour la préparation à la sortie...  
- Baisse des budgets alloués aux partenariats pour la prévention de la récidive

(AFPA, Pôle Emploi)  
- Suppression de subventions dans les associations de Meurthe & Moselle.

**La CGT revendique très clairement :**  
- La mise en place d'un plan d'urgence pour la justice : recrutement et moyens budgétaires en rapport avec la réalité des terrains et le discours politique afin d'assurer nos missions de service public (suivi social et plus individualisé),  
- La mise à jour des situations administratives des agents,  
- Une revalorisation salariale significative,  
- La création d'espaces de réflexion sur l'évolution de notre métier  
- L'abandon du **tout prioritaire** comme unique directive.

**E**n Meurthe-et-Moselle, Nous sommes donc confrontés directement au démantèlement des services publics, conséquence malheureuse de la mise en place, en 2007, de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Pour exemple, en 2009, le service d'insertion du centre communal d'action sociale de Nancy a été supprimé. Ce sont 8 agents titulaires de la fonction publique territoriale qui ont été mis sur le carreau sans aucune proposition professionnelle de remplacement acceptable !!

Nous assistons ainsi à un véritable plan de licenciement dans la fonction publique, cela est intolérable !!! L'ensemble de la CGT mène encore seul ce combat pour la réintégration de ces agents et, par voie de conséquence, pour le maintien de cette mission de service public auprès des populations les plus démunies.

C'est dans ce contexte local, que

la CGT s'engagera auprès de vous, luttera et revendiquera :

- Pour l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique,
- pour l'abolition de la loi sur la mobilité,
- Pour la revalorisation des sa-



lares et des carrières,

- Pour de nouvelles conditions de travail avec des moyens humains et matériels supplémentaires,
- Pour la pérennisation et le déploiement des missions de ser-

vices publics en adéquation avec les besoins de la population,

- Pour redonner un sens à nos métiers et nos missions dégagés des nouvelles «techniques de management» liées à la performance et/ou la rentabilité,

- Pour un départ à la retraite à taux plein à 60 ans et la reconnaissance de la pénibilité pour de nombreux métiers pour permettre un départ anticipé à 55 ans.

Dans le cadre de la crise économique et sociale, qui n'est pas la notre, la CGT considère que la population et les salariés n'ont pas à payer les conséquences de la financiarisation économique du monde et la recherche du profit immédiat.

La CGT revendique ainsi une autre répartition des richesses pour assurer le fonctionnement pérenne et ambitieux de TOUS les services publics et pour le bien de TOUS.

Vous pouvez nous l'adresser votre bulletin d'adhésion soit par courrier à l'adresse :

**Union Départementale de Meurthe & Moselle 2, rue Drouin 54000 NANCY** - par courriel : [syndicalisation@cgt-ud54.fr](mailto:syndicalisation@cgt-ud54.fr)

Les champs précédés d'une (\*) sont obligatoires.

Les informations sont strictement destinées à la CGT et confidentielles

**Etat civil - Civilité\*** Mademoiselle, Madame, Monsieur

Nom\* ..... Prénom\* .....

Rue\* .....

Code Postal\* ..... Ville\* ..... Téléphone ..... Portable : .....

Courriel .....@.....

**Votre situation professionnelle**

Vous êtes :  **actif(ve)**  **retraité(e)**  **privé(e) d'emploi**

**Catégorie professionnelle**(1) .....

(1) *ouvrier, employé, agent de maîtrise, technicien, ingénieur ou cadre, chômeur..*

Secteur d'activité .....

Employeur ..... Ville .....



**UNION DEPARTEMENTALE DE MEURTHE & MOSELLE  
MAISON DU PEUPLE**

2, rue Drouin  
54000 NANCY

Tél. : 00 33 (0)3 83 32 37 58  
courriel : [secretariat@cgt-ud54.fr](mailto:secretariat@cgt-ud54.fr)

Fax : 00 33 (0)3 83 30 11 51  
site internet : <http://www.cgt-ud54.fr>